



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-16164>

Département(s) de publication : **973, 94, 75**

Annonce n° **24-16164**

Services

---

### Section 1 - Identification de l'acheteur

**Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :** AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE, agissant pour le compte du ministère de la Justice

**Correspondant :** MME DJADER Siham, CHEFFE DE PROJET

**Adresse :** 67 AVENUE DE FONTAINEBLEAU IMMEUBLE OKABE, 94270 LE KREMLIN BICETRE

**Coordonnées :**

**Téléphone :** 0648142135

**Courriel :** Djm@apij-justice.fr

**Adresse internet :** <http://www.apij.justice.fr>

### Section 2 - Description du marché

**Objet du marché :** Entretien des espaces verts sur le site Rebard à Cayenne (973)

**Lieu d'exécution et de livraison :** 9 avenue du général Virgile, 97300 Cayenne

### Section 3 - Caractéristiques du marché

**Caractéristiques principales :** Entretien des espaces verts sur le site Rebard à Cayenne (973)

**Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) :** Les prestations sont divisées en 7 tranches comprenant une tranche ferme et 6 tranches optionnelles. La tranche ferme (TF) comporte les entretiens effectués durant la période de 18 mois (durée ferme). Elle contient 6 entretiens au total (1 entretien tous les mois). Les tranches optionnelles (TO) 1, 2, 3, 4, 5 et 6. Chaque tranche optionnelle contient 1 entretien (au-delà des 18 mois ferme).

**Refus des variantes.**

### Section 4 - Durée du marché ou délai d'exécution

18 mois à compter de la notification du marché.

**Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services) :** 01/03/2024

### Section 5 - Conditions relative au marché

**Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :** Financement sur les crédits budgétaires alloués à l'agence publique pour l'immobilier de la Justice (APIJ). Paiement au compte du titulaire par virement à 30 jours maximum conformément à l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

**Unité monétaire utilisée, l'euro.**

**Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.**

## **Section 7 - Critères d'attribution**

**Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)**

## **Section 8 - Mode de passation du marché**

**Type de procédure :** procédure adaptée

## **Section 10 - Conditions de délai**

**Date limite de réception des offres :** 19/02/2024 à 16:00

**Délai minimum de validité des offres :** 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## **Section 11 - Autres renseignements**

**Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :** 24-001

**Renseignements complémentaires :** CE PRESENT AVIS EST UN AVIS RECTIFICATIF DE L'AVIS INITIAL NUMERO : 23-179261 ENVOYE A LA PUBLICATION LE 4/01/2024. IL A POUR OBJET LA MODIFICATION DE LA DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES PROLONGEE JUSQU'AU 19 FEVRIER 2024 - 16 HEURES.

Documents à fournir permettant au pouvoir adjudicateur de vérifier que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché. Ce dossier devra contenir tous les éléments mentionnés dans l'avis d'appel public à la concurrence, à savoir, pour chaque candidat, ou pour chaque membre du groupement : Situation juridique du candidat 1. Une lettre de candidature complétée, avec en cas de groupement, la désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 version du 1er avril 2019). 2. Si le candidat est en redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du Code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet. Capacités économiques et financières 3. Une déclaration précisant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant des prestations en rapport avec l'objet de la présente consultation, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (formulaire DC2 "Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement"). Conformément à l'ordonnance du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique et dans l'hypothèse où le chiffre d'affaires n'est pas suffisant en 2022, le titulaire peut justifier sa compétence financière par tout moyen. Capacités professionnelles et techniques 4. Les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années. 5. Indication des titres d'études et professionnels ou équivalents, des cadres et responsables de prestation de même nature que celle du présent marché. 6. Une liste de 3 références de moins de trois ans significatives et appropriées à l'objet de la présente consultation ? Nature/objet de l'opération ; ? identification du maître d'ouvrage (dénomination complète avec coordonnées) ; ? Localisation ; ? Surfaces ; ? calendrier de l'opération et date de livraison ; ? montant en euros (H.T.) des travaux ; ? montant en euros (H.T.) de la mission réalisée. Les prestations les plus importantes pourront utilement être appuyées par des attestations de bonne exécution des prestations réalisées, précisant si elles ont été menées régulièrement à bonne fin. Toute documentation commerciale est proscrite. Dans le cas où le candidat présentait plus de 3 références, seules les 3 premières seront examinées dans l'ordre de présentation. Si les candidats sont dans l'impossibilité de produire les documents au titre de la

candidature (entreprise de création récente essentiellement), ils peuvent justifier de leurs capacités financières et de leurs références professionnelles par tout autre moyen. Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique. Les candidats ne disposant pas de capacités financières, techniques et professionnelles suffisantes seront éliminés. Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> Renseignements complémentaires : voir règlement de consultation. Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels : les documents de consultation ainsi que les documents et renseignements complémentaires sont téléchargeables sur le profil acheteur en utilisant le lien suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2451491&orgAcronyme=d3f>. Conditions de remise des offres ou des candidatures : les dossiers devront obligatoirement être adressés par voie électronique sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&id=2451491&orgAcronyme=d3f>.

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication : 08/02/2024**